



Communiqué de presse de Marie POCHON : Aux agriculteurs de la Drôme qui ont muré ma permanence, et à tous les autres.

Crest, le 9 décembre

Les JA et la FDSEA ont manifesté leur mécontentement ce dimanche soir comme ils l'ont fait auprès des autres parlementaires drômois, en déposant des ballots de paille et des banderoles devant ma permanence de députée. Le vote de la motion de censure suscite un certain nombre d'interrogations et d'inquiétudes dans les mondes agricoles et celles-ci sont légitimes, d'autant plus que beaucoup d'annonces étaient attendues depuis des mois. Face à un budget qui entendait couper le budget consacré à l'agriculture de 400 millions d'euros contre l'avis de la majorité des députés, j'ai en effet voté la censure, qui empêche la diminution des dépenses agricoles. Dès vendredi, j'ai écrit à l'ensemble des organisations syndicales (vous pouvez trouver le courrier ci-dessous), et les invitant, comme je l'ai toujours fait notamment vis-à-vis de la FNSEA et des JA, au dialogue. Ne m'ayant pas répondu, ils ont préféré commanditer une action de nuit, un dimanche soir, sans m'en prévenir - ce qui de fait excluait toute forme de discussion. Je le regrette.

De la même manière, je regrette l'ignominie qui est de faire référence sur une banderole à mon grand-père, Édouard Pochon, administrateur de la FDSEA 26 et VP de la chambre d'agriculture de la Drôme, décédé, qui "se retournerait dans sa tombe". Mon grand-père, à qui j'étais très attachée, aurait été très fier de me voir députée de la Drôme. Il aurait été fier de me voir me battre pour notre agriculture, celle à laquelle il était si attaché : l'agriculture familiale, paysanne, nourricière. De lui, comme de ma maman vigneronne, j'ai tant appris, et notamment le respect de la terre et des gens. Ces inscriptions me retournent le cœur car elles ne sont pas dignes.

Je reste bien évidemment, et comme depuis 2 ans que je suis élue, attachée au dialogue, quand celui-ci ne passe pas par des dégradations de biens, des attaques visant ma famille, ou des insultes. Je refuserai toujours toute forme de pression violente qu'elle soit le fait de lobbyistes de la phyto-pharmacie ou commanditée par Arnaud Rousseau, capitaine d'industrie, sur le vote des lois concernant notre agriculture familiale qui fait la fierté de tant de Drômois-es.

De mon grand-père, comme de toute ma famille, inscrite dans l'agriculture depuis des générations, j'ai appris la force de l'engagement, et la détermination à toujours faire au mieux pour faire vivre nos territoires drômois. C'est ce que je fais sur les enjeux agricoles, depuis 2 ans. Je me suis battue pour la préservation du pastoralisme, les crédits d'impôts pour l'agriculture biologique qui fait vivre tant de familles ici, les MAEC ; des objectifs concrets

assortis de moyens pour l'installation agricole et le renouvellement des générations, les solutions pour l'avenir de l'élevage, les crédits pour faire face aux crises sanitaires FCO, les prix rémunérateurs sur les produits agricoles, le calcul des retraites agricoles sur les 25 meilleures années, la lutte contre les accords de libre-échange et la concurrence déloyale, que ce soit l'accord UE-NZ, le CETA ou l'accord UE-Mercosur, sur lequel le "socle commun" s'est récemment retourné (trop tard, semble t'il). Tout cela, je l'ai fait dans un dialogue permanent avec les agriculteurs et agricultrices de nos territoires, me rendant à leur rencontre sur leurs fermes, les invitant à l'assemblée notamment pour le lancement du premier groupe parlementaire sur la défense de la filière lavande que j'ai initié, les événements sur l'avenir de l'apiculture ou dans le cadre d'auditions sur la lutte contre le mal-être agricole. Je continuerai à le faire.

Dans ce cadre, même si je regrette au plus haut point l'instabilité gouvernementale résultant des choix - et des choix seuls - du chef de l'État, j'assume de dire que **ce budget que nous avons censuré était dangereux pour nos services publics, l'hôpital public, nos territoires ruraux, la protection de l'environnement, nos écoles... mais aussi pour notre agriculture.** C'est ce que j'exprimais dans le courrier envoyé aux syndicats vendredi dernier. J'y expliquais que d'un point de vue strictement budgétaire, le budget alloué à l'agriculture proposé dans le cadre du projet de loi de finances de 2025 était inférieur au budget 2024, puisque la mission pour 2025 prévoyait une baisse de 6,5% de crédits de paiement et de 13,5% des autorisations d'engagement. Les nouvelles mesures prévues dans le cadre du PLF 2025 et attendues par les agriculteurs de la FNSEA et des JA pourront l'être rapidement, par le vote d'une loi spéciale.

Cependant, ce budget et la loi d'orientation agricole attendue légitimement par les agriculteurs, ne font que "donner des miettes aux agriculteurs", là où je revendique depuis plus de deux ans une politique agricole ambitieuse, et engagée, pour répondre au mal-être agricole et garantir un avenir durable à notre modèle. Ce ne sont pas 8 mesures représentant quelques centaines de millions d'euros sur un budget de 25 milliards (!), qui vont répondre à un dysfonctionnement de cette envergure, auquel toutes les filières font face aujourd'hui. **Il est urgent de mener des transformations massives, soutenues par des dépenses dont nous savons que leurs retombées seront économiquement, socialement et écologiquement viables.**

Pour cela, dans le cadre de l'examen du budget, nous avons proposé de nombreuses mesures, pour 880 millions de crédits supplémentaires. J'avais notamment porté :

- 60 millions d'euros supplémentaires pour l'aide complémentaire jeune agriculteur (AJCA), dont le montant avait été diminué par le Ministère de l'Agriculture en 2023 ;
- 50 millions d'euros pour l'application de la loi Egalim dans la restauration collective, en donnant des moyens aux collectivités de se former et d'investir dans des équipements ;
- 330 millions d'euros pour soutenir les éleveurs touchés par les sérotypes 8 et 3 de la fièvre catarrhale ovine et par la MHE (ce montant a été rejeté par la droite et les macronistes mais 75 millions d'euros supplémentaires avaient toutefois été adoptés) - 100 millions d'euros pour augmenter le budget des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) ;
- la prolongation et le renforcement du crédit d'impôt en faveur des exploitations en agriculture biologique, qui avait été adopté en commission et en séance mais non retenu par Michel Barnier dans la version du budget présentée au Sénat.

J'ai également **déposé et fait adopter une proposition de loi pour garantir un revenu digne aux agriculteurs et accompagner la transition agricole en mettant en place des prix minimum d'achat des produits agricoles**. Malgré une déclaration présidentielle, cette mesure, ni aucune autre mesure pour améliorer le revenu des agriculteurs, n'a été retenue.

Au sein des 577 parlementaires, je suis l'une de celles qui défend le plus l'agriculture, et je continuerai de la défendre, avec pour cap:

- des revenus dignes pour les agricultrices et les agriculteurs,
- la garantie de prix rémunérateurs par l'encadrement des marges des industriels et de la grande distribution
- une loi d'orientation agricole qui considère l'urgence d'agir sur le foncier agricole, qui apporte de réels soutiens à l'installation et la transmission pour être à la hauteur du défi du renouvellement des générations
- la protection de nos marchés face à la concurrence déloyale, en luttant contre les accords de libre échange qui mettent en danger notre agriculture
- de réels moyens pour accompagner la transition agro écologique des exploitations
- l'anticipation et l'accompagnement des crises sanitaires et climatiques

Je continue d'être pleinement mobilisée pour une agriculture familiale, rémunératrice et durable qui nourrit les humains et protège la terre.

Contact presse :

Perrine Tavernier – 06 65 82 25 99